

Monsieur le Président,

En ouvrant la cinquième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation à Ottawa le mois dernier, le nouveau Premier ministre du Canada, le Très honorable Joe Clark, a décrit la faim comme un affront à la dignité humaine. En 1974, année où se tenait la Conférence mondiale de l'alimentation, on avait estimé à 455 millions le nombre des affamés dans le monde; ce chiffre est maintenant dépassé, et on peut craindre des ravages encore plus grands pour l'avenir. Toutefois, les champs et les océans du monde produisent assez d'aliments pour nourrir l'humanité. C'est pourquoi M. Clark déclarait que ce n'est plus la nature, mais bien l'homme, qui est maintenant le véritable problème.

La situation alimentaire mondiale est une question internationale qui intéresse grandement le Canada. Notre pays est considéré comme l'un des greniers du monde, puisque sa production alimentaire dépasse de beaucoup sa consommation. Pourtant, peu de problèmes peuvent susciter autant d'intérêt, de préoccupation et de colère chez le Canadien moyen qu'une pénurie alimentaire ou une mauvaise distribution des aliments dans une région quelconque du monde. En outre, cet intérêt ne se limite pas aux seuls producteurs et négociants, même si le secteur alimentaire est et restera pour nous un secteur d'exportation vital. Nous nous réjouissons de voir notre aide alimentaire parvenir aux populations affamées, mais nos producteurs n'ont pas intérêt à maintenir une dépendance à l'égard d'une telle aide ou même d'importations de denrées alimentaires pourtant essentielles. Nous voulons plutôt que l'on parvienne à une demande commerciale adéquate dans un monde où un plus grand nombre de peuples et de pays sont en mesure de se nourrir eux-mêmes et de vendre leur production.

Il est essentiellement dans l'intérêt du Canada et des autres pays industriels avancés d'appuyer une relance des investissements et un accroissement substantiel de la production alimentaire dans les pays en développement, ce qui aidera ces derniers à satisfaire les besoins nutritifs de leur population croissante et favorisera leur rôle de partenaires à part entière sur la scène mondiale. Il est évident que la hausse de la demande de céréales alimentaires dépasse les capacités de production des seuls fermiers nord-américains. La satisfaction de cette demande exigera d'énormes investissements, tant dans les pays développés qu'en développement.

L'ensemble du domaine de la coopération au développement est le mieux compris par les Canadiens lorsqu'il vise à promouvoir l'autosuffisance, surtout alimentaire, chez